



**Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne**

**Projet de rénovation de l'IHPC dans les Etats membres de l'UEMOA**

**Atelier de validation des outils méthodologiques  
des enquêtes principale et complémentaire sur les  
dépenses des ménages dans les principales  
agglomérations des Etats membres de l'UEMOA**

**Bamako : 19 au 23 novembre 2007**

**POINTS SAILLANTS DE L'ATELIER**

## **Session 1 : Ouverture des travaux et introduction**

### ***Point n°1 : Ouverture de l'atelier***

1. Du 19 au 23 novembre 2007, AFRISTAT a organisé à Bamako un atelier de validation des outils méthodologiques des enquêtes principale et complémentaire sur les dépenses des ménages dans les principales agglomérations, dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de rénovation de l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) des Etats de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).
2. Cet atelier a réuni une vingtaine de participants venant des Etats membres de l'UEMOA, de la Commission de l'UEMOA et de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Chaque Etat membre était représenté par deux cadres de l'Institut national de la statistique en charge des enquêtes auprès des ménages. La liste complète des participants figure en annexe 3.
3. L'atelier a été animé par les experts d'AFRISTAT.
4. Le discours d'ouverture des travaux a été prononcé par Monsieur Birimpo LOMPO, Directeur Général Adjoint d'AFRISTAT (cf. annexe 1).
5. Après un tour de table qui a donné l'occasion à chacun des participants de se présenter, le programme de travail a été examiné et adopté (cf. annexe 2).

### ***Point n°2 : Présentation générale du Projet de rénovation et objectifs de l'atelier***

6. Les participants ont suivi un exposé introductif sur les objectifs généraux du projet et sur les objectifs particuliers de l'atelier.
7. Dans le but de rénover l'IHPC 1996, la Commission de l'UEMOA a confié à AFRISTAT la mise en œuvre des volets enquête et prix du Projet de rénovation. De juillet 2007, date de lancement du projet, à novembre 2007, des activités administratives et techniques ont été menées par AFRISTAT.
8. L'objectif global du présent atelier a été d'examiner et de valider les outils méthodologiques harmonisés qui seront utilisés pour l'enquête principale et l'enquête complémentaire. De manière spécifique, l'atelier a visé les objectifs suivants :
  - valider les différents concepts, définitions et champs pour les deux enquêtes ;
  - valider les méthodologies d'échantillonnage et de collecte des données ;
  - examiner les questions de mise à jour des bases de sondage (données cartographiques et censitaires disponibles dans chaque pays) et traiter des questions de dénombrement des zones d'enquête ;
  - examiner et valider les outils de collecte (questionnaires, carnets de comptes, manuels du contrôleur et de l'enquêteur, nomenclatures de collecte, etc.) ;
  - présenter les outils informatiques de l'enquête, notamment les programmes de saisie des questionnaires ;
  - établir un programme de travail détaillé pour chaque pays ;
  - traiter des questions diverses liées au succès des deux enquêtes.

## **Session 2 : Méthodologies des enquêtes**

### ***Point n°3 : Méthodologie des enquêtes principale et complémentaire***

9. L'exposé a abordé les principaux aspects méthodologiques des deux enquêtes. Il a insisté sur les objectifs, les concepts, les nomenclatures, le champ, la taille de l'échantillon, le plan de sondage, le questionnaire de chaque enquête et de son organisation.
10. L'enquête principale, sera réalisée auprès d'un échantillon de 1008 ménages pendant trois mois. Deux scénarii sont proposés pour l'enquête complémentaire. Le premier scénario consiste à réaliser l'enquête auprès d'un panel de 504 ménages par trimestre. Pour le second scénario, il est proposé d'effectuer l'enquête auprès d'un échantillon trimestriel tournant de 504 ménages. Au total, l'enquête complémentaire devra durer 9 mois.
11. Les participants ont unanimement adhéré à la méthodologie de l'enquête principale et au scénario 2 présenté pour l'enquête complémentaire. Ils ont échangé sur : i) le concept de principale agglomération ; ii) la gestion des remplacements des unités secondaires ; et iii) la répartition des différents échantillons dans le temps.
12. En ce qui concerne le concept de principale agglomération, il a été admis que la collecte des données devra concerner l'espace économique de l'agglomération et non l'espace administratif. S'agissant des remplacements, la méthodologie va privilégier les remplacements des ménages défaillants a priori, c'est-à-dire avant le démarrage de chaque vague de collecte des données.

### ***Point n°4 : Méthodes d'échantillonnage***

13. La présentation a mis l'accent sur la constitution de l'échantillon maître d'où seront issus les échantillons de l'enquête principale et de l'enquête complémentaire. Un lot de 420 ménages est prévu pour la gestion des remplacements a priori. Le tirage de tous ces échantillons sera effectué avant le démarrage des opérations de terrain. L'échantillon servant au calcul des coefficients saisonnier sera constitué de 504 ménages provenant de l'enquête principale et des 1512 ménages de l'enquête complémentaire soit 2016 ménages.
14. Il sera constitué au premier degré un échantillon de 84 unités primaires. Au second degré, il sera tiré un échantillon maître de 2940 ménages. Il a été suggéré que le tirage des unités primaires soit stratifié et à probabilités inégales. Toutefois, pour les pays dont la base de sondage ne le permettrait pas le tirage des unités primaires pourra être effectué à probabilités égales.
15. Les participants se sont intéressés à la répartition de l'échantillon dans le temps compte tenu du choix de l'échantillon de l'enquête principale et de la méthode retenue pour l'enquête complémentaire. L'option d'une répartition raisonnée de l'échantillon dans le temps a été retenue.

## **Session 3 : Base de sondage et dénombrement**

### ***Point n°5 : Présentation des bases de sondage par les pays***

16. Au cours de cette session, le point a été fait sur l'avancement des travaux dans chacun des pays. Les participants ont présenté la situation de leur base de sondage ainsi que les problèmes à résoudre avant le démarrage effectif des opérations de collecte. Ils ont insisté sur les stratégies qu'ils comptent mettre en place pour assurer un bon démarrage des opérations de terrain.

17. Des échanges qui ont eu lieu, il ressort que les problèmes les plus importants sont liés aux travaux de mise à jour de la base de sondage, à la délimitation du champ géographique de l'enquête et au respect des délais pour la réalisation des travaux préparatoires nécessaires au démarrage de la collecte.
18. La charge de travail et le financement de la cartographie des unités primaires ont aussi été identifiés comme des contraintes majeures pour le démarrage de l'enquête, au niveau des pays qui n'avaient pas programmé cette activité.
19. A la suite des débats, un consensus s'est dégagé pour la capitalisation des expériences des opérations déjà réalisées. Il a été retenu de procéder à la mise à jour de la cartographie des unités primaires avant de procéder à la constitution de l'échantillon.
20. Les participants se sont engagés à respecter les délais de réalisation des travaux préparatoires afin d'assurer le démarrage effectif des opérations de collecte dans tous les pays à la date du 1<sup>er</sup> mars 2008. Afin de faciliter la programmation des opérations à réaliser, ils ont fourni le détail des activités à entreprendre avant le démarrage de l'enquête principale.

#### ***Point n°6 : Présentation de la méthode de dénombrement des unités primaires***

21. L'exposé a rappelé le cadre conceptuel et les définitions spécifiques au domaine. Les principaux outils de l'opération et la méthode de remplissage des différentes fiches ont été présentés, de même que le manuel de dénombrement.
22. Des réaménagements allant dans le sens de l'allègement de la fiche CQ92 du cahier de dénombrement ont été proposés pour faciliter son remplissage. Les concepts de base de ménage, de logement et de concession ont été clarifiés.
23. Il ressort des débats que les fiches proposées reflètent la rigueur que l'on veut imprimer à la phase de dénombrement.

#### **Session 4 : Outils de collecte des données**

#### ***Point n°7 : Présentation des questionnaires***

24. L'exposé introductif a été articulé autour des enseignements tirés de l'enquête sur les dépenses auprès des ménages de 1996, de l'enquête 1-2-3, en particulier de la phase 3 de l'opération. Tirant les leçons de ces expériences, un questionnaire de 29 modules a été présenté.
25. Des propositions ont été faites pour améliorer les questionnaires. Par ailleurs, des préoccupations ont été partagées par les participants, il s'agit de l'étalonnage des unités de mesure non standards et de la codification des informations collectées. Ils ont, en outre, suggéré que les dépenses à l'occasion des fêtes et d'autres cérémonies soient observées au cours de l'enquête.
26. Pour ce qui est des unités de mesure non standard, les participants ont souhaité à procéder à l'étalonnage au cours de l'enquête afin d'améliorer les estimations au moment des traitements des données. Quant à la codification des informations collectées, cette préoccupation est prise en compte avec l'utilisation de nombreuses nomenclatures.

27. Sous réserve de la prise en compte des observations formulées par les participants, le questionnaire a été validé.

***Point n°8 : Présentation des manuels de l'enquêteur et du contrôleur***

28. L'exposé a porté sur les attributions des contrôleurs et des enquêteurs par rapport à l'enquête, l'organisation générale, la préparation et la planification du travail du contrôleur et de l'agent enquêteur pendant chacune des vagues, la clarification de certains concepts ainsi que des recommandations particulières par rapport à l'administration du questionnaire, spécifiquement de certains modules.
29. Les participants ont suggéré que le contenu des manuels soit enrichi par les précisions apportées au cours des exposés, notamment les instructions sur les conditions d'utilisation des ménages de réserve pour opérer des remplacements au niveau de l'échantillon.
30. Sous réserve de la prise en compte des observations formulées par les participants, les manuels ont été validés.

***Point n°9 : Présentation des différentes nomenclatures***

31. La présentation a porté sur les nomenclatures de consommation, des professions et des métiers, des branches d'activités, des unités de vente et des lieux d'achat. S'agissant de la nomenclature de consommation, la COICOP 12 sera utilisée.
32. Sous réserve des amendements proposés, les différentes nomenclatures ont été validées.

**Session 5 : Outils informatiques**

33. L'exposé a porté sur les outils nécessaires pour assurer un bon traitement des données ainsi que leur archivage. La présentation a insisté sur l'enchaînement des opérations informatiques du volet « Enquête ». Il s'agit de la saisie, de l'apurement, de l'analyse et de l'archivage des données. A cet effet, la stratégie proposée est centrée sur le développement des modules que les pays vont adapter à leurs spécificités.
34. Un programme indicatif a été présenté permettant de rendre disponibles les outils de traitement et de stockage des données progressivement entre décembre 2007 et juin 2008. Les outils de saisie seront développés sous CsPro, le traitement sera effectué avec SPSS et l'archivage avec le Toolkit Metadata Editor.
35. Les participants ont adhéré aux améliorations proposées ; néanmoins, ils se sont préoccupés de la charge de travail des agents de saisie et de l'archivage des données et des questionnaires dans les pays.
36. Quelques inquiétudes ont été émises sur la prise en main des aspects informatiques. A cet effet, les participants ont demandé qu'une attention particulière soit accordée aux questions de formation des informaticiens et que toute l'équipe d'enquête soit initiée au logiciel CsPro.
37. Les participants ont été sensibilisés à la nécessité de procéder à l'archivage des données de toutes les opérations de collecte réalisées au niveau national.

## **Session 6 : Programme de travail détaillé et calendrier global de l'enquête**

38. Le programme de travail détaillé du Projet de rénovation de l'IHPC a été présenté aux participants. Ce programme fournit le chronogramme des activités à mener pour la conduite des opérations en tenant compte de la contrainte de temps pour démarrer les travaux de terrain. Les grandes phases de la mise en œuvre du projet ont été présentées ainsi que les programmes de missions d'appui et d'ateliers techniques pour les deux volets (prix et enquête).
39. Le programme de travail détaillé prévoit des missions d'appui méthodologique dès décembre 2007. Par ailleurs, un tour de table a permis aux participants de présenter leur programme d'activités jusqu'au démarrage de la collecte des données prévu le 1<sup>er</sup> mars 2008. Il ressort de ces programmes que le travail le plus urgent est la mise à jour de la cartographie. Les travaux de cartographie devront être lancés dans la plupart des pays en décembre 2007.
40. Les participants se sont engagés à accélérer le processus de préparation des opérations notamment la mise en place des équipes, la mise à jour de la base des unités primaires et la sensibilisation à tous les niveaux. Ils ont suggéré que les programmes présentés par les pays soient finalisés au cours des missions d'appui méthodologique.

## **Session 7 : Questions diverses**

### ***Point n°10 : Présentation des enquêtes en cours dans les pays et arrimage avec l'enquête sur les dépenses des ménages (EDM)***

41. Les participants ont présenté les enquêtes en cours dans leur pays et indiqué la possibilité d'arrimage de ces opérations avec l'enquête sur les dépenses des ménages. Certains pays ont des enquêtes pour lesquelles l'arrimage sera difficile à effectuer en fonction de l'état d'avancement des travaux de terrain. Le Burkina prévoit de réaliser en 2008 une enquête intégrale sur les conditions de vie des ménages (EICVM). Le Sénégal examine la possibilité d'arrimer l'enquête de conjoncture sociale avec l'enquête complémentaire.
42. L'expérience du Bénin et le projet du Burkina sur la conduite de l'enquête de type intégré auprès des ménages ont été présentés. L'expérience de l'enquête au Bénin est riche d'enseignements. Il a été noté que la lourdeur du dispositif peut être un facteur de risque pour la supervision, le contrôle et la saisie des données.
43. Il ressort des échanges que les questions liées à l'arrimage des enquêtes en cours dans les pays avec l'enquête sur les dépenses auprès des ménages seront examinées, cas par cas, lors des missions d'appui méthodologique.

### ***Point n°11 : Autres questions diverses***

44. Les autres questions diverses ont concerné les points suivants :
  - a) Des propositions ont été faites en vue de greffer des modules légers à l'enquête. Les thèmes seront retenus d'un commun accord entre les pays et AFRISTAT. ;
  - b) La révision du budget, les règles d'utilisation, les décaissements de fonds et les procédures de transmission des pièces justificatives ont été évoqués afin d'éviter des blocages dans la mise en œuvre du projet dans les pays. A cet effet, il a été rappelé

- aux participants la nécessité de transmettre régulièrement les justificatifs des dépenses effectuées ;
- c) La mise en place d'un mécanisme permanent de mise à jour des bases de sondage a été soulevée par les participants ;
  - d) La sensibilisation doit constituer un aspect important dans le processus de mise en œuvre de ce chantier.

#### **Point n°12 : Recommandations**

45. Les recommandations suivantes ont été formulées par les participants à l'atelier.

##### **Aux INS :**

- i. estimer les besoins pour la réalisation des travaux de mise à jour de la cartographie et du dénombrement et procéder aux réaménagements budgétaires nécessaires pour tenir compte de ces éléments ;
- ii. prendre les dispositions nécessaires afin d'accélérer les travaux restants notamment ceux relatifs à la mise à jour de la cartographie des unités primaires en vue du démarrage effectif de l'enquête à la même date dans les pays ;
- iii. procéder à la mise en place des équipes d'enquêtes et renforcer les effectifs des équipes du personnel d'encadrement et les rendre disponibles pendant toute la durée du projet ;
- iv. privilégier les échanges de bonnes pratiques sur les méthodes.

##### **A AFRISTAT :**

- i. finaliser les documents méthodologiques et assurer leur diffusion auprès des INS avant les premières missions d'appui technique ;
- ii. créer un réseau d'échanges dans le cadre de la mise en œuvre du volet enquête du Projet de rénovation afin de discuter en permanence des questions liées à l'exécution des différentes phases des opérations de terrain.

##### **A l'UEMOA :**

- i. examiner les possibilités d'appuyer la campagne de sensibilisation au niveau régional dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de rénovation ;
- ii. prendre les dispositions nécessaires afin que la base de l'indice puisse être renouvelée tous les cinq ans.

#### **Session 8 : Conclusion et clôture des travaux**

46. Les participants ont estimé que les objectifs de l'atelier ont été atteints et que les travaux se sont déroulés dans une atmosphère empreinte de cordialité. Ils ont exprimé leur gratitude à la Commission de l'UEMOA, pour les appuis financiers apportés dans le cadre de la mise en œuvre du Programme économique régional (PER) dont le chantier de rénovation et à AFRISTAT pour l'appui technique qu'il ne cesse d'apporter aux Etats. Enfin, ils adressent leurs félicitations à la Direction générale d'AFRISTAT pour la bonne organisation des travaux et de leur séjour à Bamako.

**Fait à Bamako, le 23 novembre 2007**

## **Annexe 1 : Discours d'ouverture de M. Birimpo LOMPO, Directeur Général Adjoint d'AFRISTAT**

Mesdames et Messieurs les représentants des Etats membres,  
Monsieur le représentant de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA),  
Messieurs les représentants de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO),  
Messieurs les experts,  
Mesdames, Messieurs,

C'est pour moi un réel plaisir de vous accueillir de nouveau dans la salle de conférence d'AFRISTAT à l'occasion du deuxième « atelier de validation de la méthodologie de l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) ».

Par la même occasion, je voudrais vous dire combien nous sommes heureux de votre présence ici pour partager les réflexions que menées dans le cadre de la rénovation de l'IHPC dans les Etats membres de l'UEMOA.

C'est l'occasion de vous dire aussi merci d'avoir bien voulu répondre à notre invitation en vue de procéder à l'appréciation des documents méthodologiques proposés.

Mesdames et messieurs,

Comme vous le savez, la Commission de l'UEMOA a décidé de rénover l'IHPC qui sert de mesure de l'inflation dans les pays de l'UEMOA depuis 1998 et qui constitue un des indicateurs de la surveillance multilatérale.

En effet, après dix ans de loyaux services, l'IHPC a montré des signes de vieillissement ; il ne reflète pas correctement les habitudes de consommation et ne prend pas en compte l'apparition de nouveaux biens et services. Pour mériter toujours la confiance de tous les utilisateurs, il était urgent de procéder à sa rénovation. Cette rénovation implique le changement de la base de l'indice et la prise en compte des avancées méthodologiques dans le domaine des indices des prix à la consommation.

Ainsi, la Commission de l'UEMOA a formulé le Projet de rénovation de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation dans les pays l'UEMOA et a procédé à la mobilisation des financements nécessaires à sa mise en œuvre dans l'ensemble de ses Etats membres. AFRISTAT a été désigné comme maître d'œuvre de cet important édifice. Les Instituts nationaux de statistique des Etats membres, la BCEAO, la BAD et AFRITAC-Ouest sont intimement associés à ces travaux de rénovation.

Depuis juillet 2007, AFRISTAT a travaillé au démarrage effectif des activités du projet. Parallèlement aux activités administratives, un important travail méthodologique a été réalisé. Ce sont les résultats de ces réflexions méthodologiques qui seront examinés et adoptés au cours de cet atelier afin de permettre leur mise en œuvre sur le terrain par tous les pays de manière harmonisée.



Mesdames et Messieurs,

Ce séminaire, qui vient après celui du volet prix de la semaine dernière, est donc d'une importance capitale pour la réussite du projet. Il y sera question d'examiner et de valider les outils méthodologiques harmonisés qui seront utilisés pour l'enquête principale et l'enquête complémentaire. Il sera aussi question de faire le point des infrastructures de collecte notamment les bases de sondages existant et les travaux nécessaires à leur mise à jour. Un calendrier définitif devra être arrêté pour les travaux et la mise à disposition des résultats à intégrer dans la méthodologie de calcul de l'IHPC.

Conscient de l'importance attachée aux travaux de cet atelier et comptant sur votre expérience et votre ardeur au travail, j'ai la ferme conviction qu'ensemble nous aboutirons aux résultats escomptés et relèverons ainsi cet important défi.

Aussi, voudrais-je vous inviter à procéder à un diagnostic sans complaisance et à faire des propositions d'améliorations des documents qui sont soumis.

Mesdames, Messieurs,

Sur ces mots d'appel à votre esprit d'équipe, je souhaite plein succès à nos travaux et déclare ouvert « l'Atelier de validation des outils méthodologiques des enquêtes principale et complémentaire sur les dépenses des ménages de la capitale dans les Etats membres de l'UEMOA ».

Je vous remercie.

## Annexe 2 : Calendrier des travaux de l'atelier

DATE	HEURE	ACTIVITES
Lundi 19 novembre 2007	SESSION 1 : OUVERTURE DES TRAVAUX ET INTRODUCTION	
	9h 00 – 9h30	Allocution de bienvenue du DG d'AFRISTAT
	9h30 – 9h45	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Adoption de l'ordre du jour</li> <li>• Adoption du programme de travail</li> </ul>
	9h45 – 10h00	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Présentation générale du projet et des objectifs et résultats de l'atelier (M. Eloi OUEDRAOGO - AFRISTAT)</li> </ul>
	10h00-10h15	Pause café
	Présidence : Bénin	
	SESSION 2 : METHODOLOGIES DES ENQUETES	
	10h 15 – 11h15	Exposé 1 : Présentation des méthodologies des enquêtes principale et complémentaire (M. Ousman KORIKO - AFRISTAT)
	11h15-12h30	Débat sur l'exposé 1
	12h30-14h30	Pause déjeuner
	14h 30 – 15h 00	Débat sur l'exposé 1 (suite)
	15h00 – 16h 15	Exposé 2 : Méthodes d'échantillonnage (M. Ousman KORIKO - AFRISTAT)
	16h15 – 16h30	Pause café
	16h30 – 17h30	Débat sur l'exposé 2
Mardi 20 novembre 2007	Présidence : AFRISTAT	
	SESSION 3 : BASES DE SONDAGE ET DENOMBREMENT	
	8h30 – 10h00	Exposé 3 : Présentation des bases de sondage par les pays et discussion (Bénin, Burkina Faso)
	10h00 – 10h15	Pause café
	10h15-12h30	Exposé 3 (suite) (Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali)
	12h30-14h30	Pause déjeuner
	14h30 – 16h15	Exposé 3 (suite) (Niger, Sénégal, Togo)
	16h15 – 16h30	Pause café
	Présidence : Burkina Faso	
	16h30 – 17h00	Exposé 4 : Présentation de la méthode de dénombrement des unités primaires (M. Djima MOUSTAPHA – AFRISTAT)
	17h00 – 17h30	Discussion sur l'exposé 4
Mercredi 21 novembre 2007	SESSION 4 : OUTILS DE COLLECTE DES DONNEES	
	Présidence : Côte d'Ivoire	
	8h30 – 10h00	Exposé 5 : Présentation des questionnaires et discussion (M. Ousman KORIKO – AFRISTAT)
	10h00 – 10h15	Pause café
	10h15 – 12h30	Exposé 6 : Présentation des manuels de l'enquêteur et du contrôleur (M. Siriki COULIBALY – AFRISTAT)
	12h30-14h30	Pause déjeuner
	Présidence : Guinée Bissau	
	14h30 – 16h 15	Exposé 7 : Présentation des différentes nomenclatures et discussion (consommation, profession, branche d'activité) (M. Jean-Yves CAILLEUX – AFRISTAT)
	16h15 – 16h30	Pause café

<b>DATE</b>	<b>HEURE</b>	<b>ACTIVITES</b>
	16h30 – 17h30	Exposé 7 (suite)
Jeudi 22 novembre 2007	<b>SESSION 5 : PRESENTATION DES OUTILS INFORMATIQUES</b>	
	Présidence : Mali	
	8h30 – 9h00	Exposé 9 : Présentation des outils informatiques (M. Freeman AMEGASHIE)
	9h00 – 10h00	Débat sur l'exposé 9
	10h00 – 10h15	Pause café
	Présidence : Niger	
	<b>SESSION 6 : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE</b>	
	10h15 – 10h45	Exposé 10 : Présentation d'un calendrier global de l'enquête et adoption (M. Eloi OUEDRAOGO – AFRISTAT)
	10h45-12h30	Tour de table
	12h30-14h30	Pause déjeuner
	Présidence : BCEAO	
	<b>SESSION 7 : QUESTIONS DIVERSES</b>	
	14h 30 – 16h 00	Exposé des pays ayant une enquête auprès des ménages en cours pour discuter de l'arrimage avec l'EDM
	16h00 – 16h15	Pause café
16h15 – 17h30	Questions diverses	
Vendredi 23 novembre 2007	Présidence : UEMOA	
	<b>SESSION 8 : RELEVES DE CONCLUSION ET CLOTURE DES TRAVAUX</b>	
	8h30 – 10h00	Rédaction des relevés de conclusion
	10h00 – 10h15	Pause café
	10h15 – 11h00	Rédaction des relevés de conclusion
	11h00 – 12h00	Adoption des relevés de conclusion
	12h00-12h30	Clôture des travaux

### Annexe 3 : Liste des participants

Prénoms et Nom	Pays ou Institution	Fonction	Adresse	Tel/Fax/E-mail
BANKOLE Victor	BENIN	Directeur des Statistiques Sociales	Institut national de la statistique et de l'analyse économique	Tél. (229) 90 94 62 06 Fax (229) 21 30 82 46 E-mail : <a href="mailto:insaedss@yahoo.com">insaedss@yahoo.com</a>
BIAOU Alexandre	BENIN	Chef de Service des Statistiques sociales	Institut national de la statistique et de l'analyse économique	Tél. (229) 93 72 59 75 Fax (229) 21 30 82 46 E-mail : <a href="mailto:alexandrebiaou@yahoo.com">alexandrebiaou@yahoo.com</a>
KAFANDO Sottissi Jeremy	BURKINA FASO	Chef de Service des Etudes et Suivi des Conditions de Vie des Ménages	Institut national de la statistique et de la démographie	Tél. (226) 76 63 99 67 Fax (226) 50 32 61 59 E-mail : <a href="mailto:kafando_jeremy@yahoo.fr">kafando_jeremy@yahoo.fr</a>
SAVADOGO Abouduhyme	BURKINA FASO	Chargé des Etudes au Service des études et suivi des conditions de vie des ménages	Institut national de la statistique et de la démographie	Tél. (226) 76 65 02 01 Fax (226) 50 32 61 59 E-mail : <a href="mailto:savadogorahyme@yahoo.fr">savadogorahyme@yahoo.fr</a>
TAPE Christian	COTE D'IVOIRE	Chef de Service de la Recherche et de Développement	Institut national de la statistique	Tél. (225) 20 22 60 18 Fax (225) E-mail : <a href="mailto:christ_tape@yahoo.fr">christ_tape@yahoo.fr</a>
AMANI Michel	COTE D'IVOIRE	Directeur Régional Abidjan	Institut national de la statistique	Tél. (225) 20 32 10 71 Fax (225) E-mail : <a href="mailto:michelamani_insci@yahoo.fr">michelamani_insci@yahoo.fr</a>
VIEIRA Roberto	GUINEE BISSAU	Chef du Bureau comptabilité Nationale, Responsable Enquêtes Ménages	Institut national de la statistique	Tél. (245) 671 03 91 Fax (245) E-mail : <a href="mailto:babo92@hotmail.com">babo92@hotmail.com</a> ou <a href="mailto:roberto.babo92@gmail.com">roberto.babo92@gmail.com</a>
NALUAK Isabel Mendes	GUINEE BISSAU	Statisticienne d'enquête	Institut national de la statistique	Tél. (245) 661 95 09 Fax (245) E-mail : <a href="mailto:ismen96@hotmail.com">ismen96@hotmail.com</a> ou <a href="mailto:isabel.elizabeth@gmail.com">isabel.elizabeth@gmail.com</a>
FOFANA Mahady Mamadou	MALI	Chef de Division Méthodes et Analyse Statistique	Direction nationale de la statistique et de l'informatique (DNSI)	Tél. (223) 222 24 45 Fax (223) 222 71 45 E-mail : <a href="mailto:madyofana2002@yahoo.fr">madyofana2002@yahoo.fr</a>

Prénoms et Nom	Pays ou Institution	Fonction	Adresse	Tel/Fax/E-mail
KEITA Balla	MALI	Chargé d'Exploitation et Analyse des Données	Direction nationale de la statistique et de l'informatique (DNSI)	Tél. (223) 222 24 55 Fax (223) E-mail : <a href="mailto:ballakoman@yahoo.fr">ballakoman@yahoo.fr</a>
DANGANA Alio	NIGER	Chef de Division Cartographie	Institut national de la statistique	Tél. (227) 20 72 35 60 Fax (227) 20 72 21 74 E-mail : <a href="mailto:adangana@ins.ne">adangana@ins.ne</a>
KOUNTCHE Boubakar Idrissa	NIGER	Agent à la Direction des enquêtes et recensements	Institut national de la statistique	Tél. (227) 20 72 35 60 Fax (227) 20 72 21 74 E-mail : <a href="mailto:bkountche@ins.ne">bkountche@ins.ne</a> <a href="mailto:Kountche13@yahoo.fr">Kountche13@yahoo.fr</a>
NDOYE Djibril	SENEGAL	Chef p.i de Division des Statistiques Sociales, du Suivi des Conditions de Vie des Ménages et de la Pauvreté	Agence nationale de la statistique et de la démographie	Tél. (221) 33 869 21 39 Fax (221) 33 869 21 60 E-mail : <a href="mailto:djindoye@yahoo.fr">djindoye@yahoo.fr</a>
Thierno DIOUF	SENEGAL	Division des statistiques sociales et du suivi des conditions de vie des ménages et de la pauvreté	Agence nationale de la statistique et de la démographie	Tél. (221) 33 869 21 39 Fax (221) 33 869 21 60 E-mail : <a href="mailto:dthierno2003@yahoo.fr">dthierno2003@yahoo.fr</a>
BAHAZE-DAO Tchadéléki Biabalo	TOGO	Chargé des Etudes	Direction générale de la statistique et de la comptabilité nationale	Tél. (228) 221 62 24 Fax (228) 221 27 75 E-mail : <a href="mailto:achilbahaze@yahoo.fr">achilbahaze@yahoo.fr</a>
GENTRY Akoly	TOGO	Directeur des Echanges et de la Coordination	Direction générale de la statistique et de la comptabilité nationale	Tél. (228) 221 62 24 Fax (228) 221 27 75 E-mail : <a href="mailto:gentryfranck@yahoo.fr">gentryfranck@yahoo.fr</a>
PIKBOUGOUM Gérard	BCEAO	Chef de Service de la Statistique	Dakar, BCEAO Siège	Tél. (221) 33 839 05 00 Fax (221) 33 823 93 35 E-mail : <a href="mailto:gpikbougom@bceao.int">gpikbougom@bceao.int</a> <a href="mailto:gpikbougom@yahoo.fr">gpikbougom@yahoo.fr</a>
DIARRA Daouda	UEMOA	Chargé des études et statistiques économiques	Commission de l'UEMOA	Tél. (226) 50 32 87 68 Fax (226) 50 31 88 72 E-mail : <a href="mailto:daouda.diarra@uemoa.int">daouda.diarra@uemoa.int</a>
AMEGASHIE Komi Akolly Freeman	AFRISTAT	Coordonnateur du département des appuis stratégiques et de la diffusion	B.P. E 1600 Bamako MALI	Tél. : (223) 221 55 00 / 55 80 Fax : (223) 221 11 40 Email : <a href="mailto:Freeman.Amegashie@afristat.org">Freeman.Amegashie@afristat.org</a>
SALMON Thierry	AFRISTAT	Expert informaticien	B.P. E 1600 Bamako MALI	Tél. : (223) 221 55 00 / 55 80 Fax : (223) 221 11 40 Email : <a href="mailto:thierry.salmon@afristat.org">thierry.salmon@afristat.org</a>

Prénoms et Nom	Pays ou Institution	Fonction	Adresse	Tel/Fax/E-mail
OUEDRAOGO Eloi	AFRISTAT	Coordonnateur du département des statistiques sociales et de stratégies de réduction de la pauvreté	B.P. E 1600 Bamako MALI	Tél. : (223) 221 55 00 / 55 80 Fax : (223) 221 11 40 Email : <a href="mailto:eloi.ouedraogo@afriostat.org">eloi.ouedraogo@afriostat.org</a>
EL HADJ MALAM SOULE Oumarou	AFRISTAT	Expert Suivi des DSRP / OMD	B.P. E 1600 Bamako MALI	Tél. : (223) 221 55 00 / 55 80 Fax : (223) 221 11 40 Email : <a href="mailto:oumarou.soule@afriostat.org">oumarou.soule@afriostat.org</a>
MOUSTAPHA Djima	AFRISTAT	Expert Suivi des DSRP / OMD	B.P. E 1600 Bamako MALI	Tél. : (223) 221 55 00 / 55 80 Fax : (223) 221 11 40 Email : <a href="mailto:Djima.moustapha@afriostat.org">Djima.moustapha@afriostat.org</a>
POIREL Guillaume	AFRISTAT	Expert démographe	B.P. E 1600 Bamako MALI	Tél. : (223) 221 55 00 / 55 80 Fax : (223) 221 11 40 Email : <a href="mailto:guillaume.poirel@afriostat.org">guillaume.poirel@afriostat.org</a>
CAILLEUX Jean-Yves	AFRISTAT	Expert Prix/commerce extérieur	B.P. E 1600 Bamako MALI	Tél. : (223) 221 55 00 / 55 80 Fax : (223) 221 11 40 Email : <a href="mailto:jean-yves.cailleux@afriostat.org">jean-yves.cailleux@afriostat.org</a>
Pascal Dodji SILETE-ADOGLI	AFRISTAT	Consultant Long Terme PCI-Afrique	B.P. E 1600 Bamako MALI	Tél. : (223) 221 55 00 / 55 80 Fax : (223) 221 11 40 Email : <a href="mailto:pascal.silete-adoqli@afriostat.org">pascal.silete-adoqli@afriostat.org</a>
KORIKO Ousman	AFRISTAT	Expert en enquêtes auprès des ménages	B.P. E 1600 Bamako MALI	Tél. : (223) 221 55 00 / 55 80 Fax : (223) 221 11 40 Email : <a href="mailto:Ousman.koriko@afriostat.org">Ousman.koriko@afriostat.org</a>
COULIBALY Siriki Zanga Tingana	AFRISTAT	Expert en analyse de la pauvreté	B.P. E 1600 Bamako MALI	Tél. : (223) 221 55 00 / 55 80 Fax : (223) 221 11 40 Email : <a href="mailto:Siriki.coulibaly@afriostat.org">Siriki.coulibaly@afriostat.org</a>
MOUSSA Ali	AFRISTAT	Expert Assistant PCI	B.P. E 1600 Bamako MALI	Tél. : (223) 221 55 00 / 55 80 Fax : (223) 221 11 40 Email : <a href="mailto:ali.moussa@afriostat.org">ali.moussa@afriostat.org</a>